

POLE AMENAGEMENT DURABLE DIRECTION DES INFRASTRUCTURES

Réf: MAP2022010

ARRÊTÉ CONJOINT

Le Président du Conseil Départemental du Loiret Le maire de la commune de Saint-Maurice-sur-Aveyron

Arrêt à l'intersection de la RD 317, aux PR 8+545 côté gauche du carrefour "LES DUBOIS" VC 33, PR 10+655 côté gauche "LES BOISSEAUX" VC 35, PR 11+040 côté gauche "LES BOISSEAUX" VC 55, PR 11+130 côté gauche "LES GRANDS BOISSEAUX" VC 57, PR 11+920 côté droit "JEU DE BOULES" VC 58, PR 12+105 côté gauche "CHICAMOUR" VC 23, PR 12+115 côté droit "LES GLAIVES" VC 59, PR 13+290 côté gauche "FONTAINE JEAN" VC 25, PR 14+675 côté gauche "RONCEBOIS" VC 75, hors agglomération, sur le territoire de la commune de Saint Maurice sur Aveyron

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2213-1 et L3221-4,

Vu le code de la route, et notamment ses articles R110-1, R110-2, R411-7, R411-8, R411-25 et R415-6.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière en vigueur,

Vu l'arrêté en vigueur du Président du Conseil départemental du Loiret conférant délégations de signature au sein de la Direction des Infrastructures,

Considérant qu'il incombe au Maire et au Président du Conseil départemental, dans le cadre de leurs pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique ;

Considérant que l'absence de visibilité au carrefour formé par la RD 317 et les VC 33, 35, 55, 57, 58, 23, 59, 25 et 75, sur le territoire de la commune de Saint Maurice sur Aveyron, présente un risque important pour la circulation des véhicules à moteur et des cycles ; et qu'il y a donc lieu de modifier le régime de priorité par la pose d'une signalisation « stop ».

Arrêtent conjointement

Article 1:

Les véhicules circulant sur les voies communales 33, 35, 55, 57, 58, 23, 59, 25 et 75 au carrefour de la route départementale 317 devront marquer un temps d'arrêt STOP et céder le passage aux autres véhicules.

Article 2:

La signalisation règlementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle en vigueur sera mise en place et à la charge du Département du Loiret.





Article 3:

Les dispositions définies à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place, par le Département, de la signalisation visée à l'article 2.

Article 4:

Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives à l'intersection mentionnée cidessus sont abrogées.

Article 5:

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6:

Le présent arrêté sera d'une part, affiché à la commune de Saint-Maurice-sur-Aveyron et d'autre part, publié sur le site internet du Conseil Départemental du Loiret, à l'adresse suivante : https://www.loiret.fr/arretes-administratifs .

Article 7:

- Le Département du Loiret
- La Commune de Saint-Maurice-sur-Aveyron,
- Le Groupement de Gendarmerie du Loiret,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à St-Maurice-sur-Aveyron, le 16/03/2023

Fait à Orléans, le

Et par délégation,

1 2 AVR. 2023

Pour le Président du Conseil départemental,

Le Maire de Saint-Maurice-sur-Aveyron,

MAURICES

Wondwossen4

Sandrine EUGENE.

Directrice des Infrastructures.

Voies et délais de recours :

Le présent errêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil Départemental et/ou au Maire dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle toutes les formalités de publicité prévues au présent arrêté auront été accomplies ou d'un recours contentieux formé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, sis 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1, ou via l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet http://www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle toutes les formalités de publicité prévues au présent arrêté auront été accomplies.